

Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de
Mont-Saint-Martin

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 11
De votants : 11

Objet :
Approbation de la
révision allégée du
plan local
d'urbanisme d'UGNY

2.1 Documents d'urbanisme

Le Maire certifie que
le compte rendu de
cette délibération a
été affiché à la porte
de la mairie le 18
janvier 2023 et que
la convocation du
conseil municipal
avait été faite le 9
janvier 2023.

Le Premier adjoint,

Commune d'UGNY

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Du 14 janvier 2023

2023/001

L'an deux-mille vingt-trois, le quatorze janvier

À onze heures trente,

Le conseil municipal de la commune d'UGNY,

Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la
présidence de Monsieur BOURGUIGNON Robert, mairie d'UGNY.

Étaient présents : Robert BOURGUIGNON, GUERIN Jean-Luc, L'HONORÉ
Jérémy, MOITRY Sandrine, PANICALI Chantal, PICCOLO Thierry, Pascal
PIRET, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain, SLIMANE Faïza, WALTER
Elise.

Étaient absents (excusés) : QUILLOT Laurence, PAUD Magali,
BRANCALEONI Alain ; LANGARD Alain (non excusé).

Un scrutin a eu lieu Chantal PANICALI a été nommée pour remplir les
fonctions de secrétaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-31 à L.153-35, R.123-24 et
R.153-11 à R.153-12 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 novembre 2015 modifié le 11 mai 2021 et
révisé le 21 septembre 2021 ;

Vu la délibération en date du 25 janvier 2022 mettant en œuvre la révision « allégée »
n°2 du P.L.U. et définissant les modalités de concertation ;

Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) du Grand
Est en date du 20 avril 2022 ;

Vu l'avis de la MRAE du Grand Est en date du 25 mai 2022 dispensant la commune
d'UGNY de réaliser une évaluation environnementale ;

Vu la délibération en date du 20 juillet 2022 arrêtant et tirant le bilan de la concertation ;

Vu le compte rendu de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées
en date du 27 septembre 2022 ;

Vu l'absence de réponse de la CDPENAF saisie en date du 20 avril 2022 ;

Vu l'arrêté municipal n° 39 en date du 27 octobre mettant le projet de révision du P.L.U.
à enquête publique.

Vu l'enquête publique qui a eu lieu entre le 24 novembre 2022 et le 9 décembre 2022
inclus et entendu les conclusions du commissaire enquêteur,

Considérant que lors de ladite enquête publique et que la réunion conjointe avec les avis
des personnes publiques associées, aucune remarque n'a été émise

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

Considérant que le projet de révision n°2 du P.L.U. tel qu'il est présenté au conseil
municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.153-21 du Code de
l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré,

- décide d'approuver le dossier de révision n°2 du P.L.U. tel qu'il est annexé à la
présente.
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une
mention dans un journal.
- La révision n°2 approuvée du P.L.U. est tenue à la disposition du public à la mairie
aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.
- La présente délibération est exécutoire à compter de sa transmission au préfet ou au
sous-préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité ainsi qu'à sa publication
annexée du dossier de révision de PLU n°2 approuvé sur le portail national de
l'urbanisme

Pour copie conforme,
Le Maire, R. BOURGUIGNON

Le premier adjoint
Alain SCHMITZ



Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de
MONT SAINT MARTIN

Commune d'UGNY

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 20 juillet 2022**

2022-035

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 13
De votants : 13

Objet :
**Arrêt du projet de
révision dite
« allégée » du plan
local d'urbanisme
en cours.**
2.1 Documents d'urbanisme

Le Maire certifie que le
compte rendu de cette
délibération a été affiché
à la porte de la mairie le
21 juillet 2022
convocation du conseil
municipal avait été faite
le 29 juin 2022

Le Maire,



L'an deux mille vingt-deux, le vingt juillet
A vingt-heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'UGNY,
Étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale,
sous la présidence de Monsieur BOURGUIGNON Robert.

Étaient présents : MM BOURGUIGNON Robert, BAUDOIN Faiza,
BRANCALEONI Alain, GUERIN Jean-Luc L'HONORÉ Jérémy, MOITRY
Sandrine, PICCOLO Thierry, PIRET Pascal, PAUD Magali, QUILLOT
Laurence, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain, WALTER Elise.

Absente excusée : Chantal PANICALI – Absent non excusé : LANGARD Alain
Un scrutin a eu lieu Alain SCHMITZ a été nommé pour remplir les fonctions
de secrétaire.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles
le projet de révision du plan local d'urbanisme (P.L.U.) a été élaboré, à quelle
étape de la procédure il se situe, et présente le projet de de révision plan local
d'urbanisme en cours.

Le conseil municipal,

Vu la délibération en date du 25 janvier 2022 prescrivant la révision dite
« allégée » du plan local d'urbanisme ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire ;

Vu le projet de la révision dite « allégée » du plan local d'urbanisme en cours
d'élaboration et notamment le rapport de présentation, le document graphique,
le règlement et l'orientation d'aménagement et de programmation ;

Vu la phase de concertation menée du 20 juin 2022 au 18 juillet 2022 ;

Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale du Grand
Est en date du 30 mai 2022 ne soumettant pas le la révision du PLU à une
évaluation environnementale ;

Considérant que le projet de plan local d'urbanisme en cours de révision est
prêt à être transmis pour une réunion conjointe avec les personnes publiques
associées à son élaboration, aux communes limitrophes et aux EPCI
directement intéressés ;

Après en avoir délibéré,

Arrête le projet de révision dite « allégée » du plan local d'urbanisme de la
commune d'Ugné tel qu'il est annexé à la présente ;

- Tire le bilan suivant de la concertation :

Les modalités de concertation ont été établies dans la délibération du 25
janvier 2022 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme :

- diffusion de l'information aux habitants dans le bulletin
municipal (bulletin municipal du 7 juin 2022 et du 20 juin 2022) ;

- Ouverture d'un registre pour recueillir les avis et remarques des
habitants du 20 juin 2022 au 18 juillet 2022 : pas d'intervenant, aucune
remarque concernant cette révision allégée ce qui signifie qu'il n'y a pas
d'opposition des habitants ;

- Organisation d'une réunion publique le 13 juin 2022 à 18h30 à la mairie : le dossier a été présenté aux habitants (4 participants) par Monsieur le Maire en présence M. Schmitz adjoint à l'urbanisme, M. Ravasio adjoint aux travaux, M. Quentin FAVRE de l'agence d'urbanisme. Lors de cette réunion les questions posées n'avaient aucun rapport avec la révision allégée.

La municipalité tire le bilan de la concertation suivant :

Ce projet permet à la commune d'accueillir des habitants supplémentaires et prend en compte les risques de nuisance sonore et visuelle et les impératifs de déplacement et de stationnement. Cette modification améliore les possibilités de construction dans ce secteur. Le conseil municipal arrête le projet sous la forme détaillée par le maire. Une OAP reprend ces éléments.

Les modalités de concertation prévues par le conseil municipal ont été respectées. Globalement, il ressort une très faible participation de la population lors de la concertation : aucune observation n'a été formulée dans le registre mis à la disposition de la population et 4 habitants seulement se sont déplacés pour la réunion publique. Vu l'absence de remarques particulières des habitants lors de cette enquête, il semble que le projet ne pose pas question aux habitants et donc le conseil municipal arrête le projet sous la forme détaillée par le maire.

Le conseil municipal précise que le projet de révision dite « allégée » du plan local d'urbanisme arrêté sera communiqué pour avis :

- à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du plan local d'urbanisme ;
- aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;
- aux présidents d'associations agréées qui en ont fait la demande.



Pour copie conforme,
Le Maire,
R. BOURGUIGNON

Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de
Mont-Saint-Martin

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 12
De votants : 12

Objet :
Révision allégée
du PLU UGNY
2022

2.1 Documents d'urbanisme

Le Maire certifie que
le compte rendu de
cette délibération a
été affiché à la porte
de la mairie le
mercredi 26 janvier
2022 et que la
convocation du
conseil municipal
avait été faite le
jeudi 20 janvier
2022.

Le Premier adjoint,



Commune d'UGNY

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Du 25 janvier 2022

2022/03

L'an deux-mille vingt-deux, le vingt-cinq janvier
A vingt-heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'UGNY,
Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la
présidence de Monsieur SCHMITZ Alain premier adjoint en l'absence du maire.

Étaient présents : MM BRANCALEONI Alain, GUERIN Jean-Luc,
L'HONORÉ Jérémy, MOITRY Sandrine, PANICALI Chantal, PAUD Magali,
PICCOLO Thierry, QUILLOT Laurence, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ
Alain, SLIMANE Faïza, WALTER Elise.

Étaient absents (excusés) : Robert BOURGUIGNON, Pascal PIRET,
(non excusé) LANGARD Alain.

Un scrutin a eu lieu Chantal PANICALI a été nommée pour remplir les
fonctions de secrétaire.

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-11, L.153-34 et L.103-2 ;

Vu le schéma de cohérence territoriale nord Meurthe-et-Mosellan approuvé le 11
juin 2015, modifié le 2 juillet 2019 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 24 novembre 2015, modifié le 11 mai
2021 et révisé le 21 septembre 2021 ;

Monsieur le Premier adjoint expose au conseil municipal conformément à l'article
L.153-34 du code de l'urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision « allégée »
lorsque le projet :

- « a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole
ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de
nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,
 - a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de
programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;
 - est de nature à induire de graves risques de nuisance,
- sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et
de développement durables ».

Dans ce cas, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de
la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7
et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'objet unique de la révision consiste à :

- agrandir la zone UBc lieu-dit « La Volette », située le long de la rue Croix Sainte-
Agathe, pour permettre la construction de 4 maisons d'habitation ;
 - Prolonger la zone Nj derrière la zone UBc, lieu-dit « La Volette », située le long de
la rue Croix Sainte-Agathe ;
 - Rajouter dans l'OAP « La Volette » la zone Nj derrière la zone UBc pour faire la
transition entre le tissu urbain existant et l'espace boisé classé en zone naturelle ;
 - De modifier le recul à au moins 3 mètres des limites séparatives (article 7.3 du
règlement de la zone UB du règlement écrit du PLU)
- sans aucune remise en cause du plan d'aménagement et de développement durables
(PADD),

Monsieur le premier adjoint propose en conséquence, une révision allégée du PLU.
Après avoir entendu l'exposé du premier adjoint et en avoir délibéré, le conseil
municipal décide :

1. de prescrire la révision « allégée » du PLU avec pour objectifs :

- D'agrandir la zone UBc lieu-dit « La Volette », située le long de la rue Croix
Sainte-Agathe, pour permettre la construction de 4 maisons d'habitation ;

2022- 003 Révision allégée du PLU UGNY 2022 – page 1/2

- Prolonger la zone Nj derrière la zone UBc, lieu-dit « La Volette », située le long de la rue Croix Sainte-Agathe ;

- Rajouter dans l'OAP « La Volette » la zone Nj derrière la zone UBc pour faire la transition entre le tissu urbain existant et l'espace boisé classé en zone naturelle ;

- De modifier le recul à au moins 3 mètres des limites séparatives (article 7.3 du règlement de la zone UB du règlement écrit du PLU).

2. d'approuver les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs et le contenu détaillés ci- dessus ;

3. de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :

- diffusion de l'information aux habitants par publication d'un avis dans le bulletin municipal ;

- ouverture d'un registre pendant toute la durée de la procédure d'élaboration de la révision en vue de recueillir les observations éventuelles du public

- réalisation d'une réunion publique

4. de donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la révision allégée du PLU ;

5. de solliciter de l'Etat conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la collectivité pour compenser les dépenses nécessaires à la révision allégée du PLU ;

6. d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision allégée du PLU au budget de l'exercice considéré en section d'investissement ;

7. d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

8. de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13.

9. Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au sous-préfet ;

- au président du Conseil Régional ;

- au président du Conseil Départemental ;

- aux présidents des Chambres de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture ;

- au président du SMITRAL

- au président de la CC du Grand Longwy compétent en matière de programme local de l'habitat, dont la commune est membre ;

- au président de l'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan ;

10. Conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération sera transmise au sous-préfet au titre du contrôle de légalité. La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Pour copie conforme,

Le premier adjoint

A SCHMITZ



Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de
Mont-Saint-Martin

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 11
De votants : 11

Objet :
**Approbation de la
révision allégée du PLU**

2.1 documents
d'urbanisme

Le Maire certifie que le
compte rendu de cette
délibération a été
affiché à la porte de la
mairie le 23 septembre
2021 et que la
convocation du conseil
municipal avait été
faite le 10 septembre
2021

Le Maire,



Commune d'UGNY

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 21 septembre 2021**

2021/038

L'an deux-mille vingt-et-un, le vingt et un septembre,
A vingt-heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'UGNY,
Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous
la présidence de Monsieur BOURGUIGNON Robert.

Étaient présents : MM BOURGUIGNON Robert, BRANCALEONI Alain, GUERIN
Jean-Luc, L'HONORÉ Jérémy PANICALI Chantal, PAUD Magali, PICCOLO
Thierry, QUILLOT Laurence, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain, SLIMANE
Faïza.

Étaient absents (excusés) : LANGARD Alain, MOITRY Sandrine, PIRET Pascal,
WALTER Elise

Un scrutin a eu lieu Chantal PANICALI a été nommée pour remplir les fonctions de
secrétaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-31 à L.153-35,
R.123-24 et R.153-11 à R.153-12 ;

Vu la délibération en date du 24 novembre 2015 approuvant le P.L.U. ;

Vu la délibération en date du 30 juin 2020 mettant en œuvre la révision
« allégée » du P.L.U. et définissant les modalités de concertation ;

Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale
(MRAE) du Grand Est en date du 29 janvier 2021 ;

Vu l'avis de la MRAE du Grand Est en date du 5 mars 2021 dispensant la
commune d'UGNY de réaliser une évaluation environnementale ;

Vu la délibération en date du 23 mars 2021 arrêtant et tirant le bilan de la
concertation. ;

Vu le compte rendu de la réunion sur la révision du P.L.U. avec les
personnes publiques associées en date du 6 mai 2021 ;

Vu l'avis de la CDPENAF en date du 3 juin 2021 ;

Vu l'arrêté municipal n°22 en date du 25 mai 2021 mettant le projet de
révision du P.L.U. à enquête publique ;

Considérant que l'avis des personnes publiques lors de la réunion du 6
mai 2021 nécessite une modification mineure du projet de révision du
PLU (extension de la protection des haies autour du projet de zone de
loisirs), le schéma de l'orientation d'aménagement et de programmation de
la zone de loisirs et le règlement graphique (zonage) du secteur prennent
en compte cette remarque. Le rapport de présentation est mis en
cohérence avec cette modification. (pages 50,51 et 53),

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et la prise en
compte de la modification mineure précitée,

Considérant que le projet de révision du P.L.U. tel qu'il est présenté au
conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article
L.153-21 du Code de l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré,

- Décide d'approuver le dossier de révision du P.L.U. tel qu'il est

Copie pour impression

Réception au contrôle de légalité le 23/09/2021 à 15h55

Référence de l'AR : 054-215405374-20210923-2021_038-DE

Affiché le 23/09/2021 - Certifié exécutoire le 23/09/2021

annexé à la présente.

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal.
- La révision approuvée du P.L.U. est tenue à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.
- La présente délibération est exécutoire à compter de sa transmission au préfet ou au sous-préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité ainsi qu'à sa publication annexée du dossier de révision de PLU approuvé sur le portail national de l'urbanisme.

Pour copie conforme,



le Maire,
R. BOURGUIGNON

Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de
MONT SAINT MARTIN

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 13
De votants : 13

Objet :
**Révision « allégée »
du PLU**

**2.1 Documents
d'urbanisme**

Le Maire certifie que le
compte rendu de cette
délibération a été
affiché à la porte de la
mairie le 2 juillet 2020
et que la convocation
du conseil municipal
avait été faite le 18
juin 2020.

Le Maire,



Commune d'UGNY

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Du 30 Juin 2020

2020-034

L'an deux mille vingt, le trente juin

A vingt-heures trente,

Le conseil municipal de la commune d'UGNY,

Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la
présidence de Monsieur BOURGUIGNON Robert.

Etaient présents : MM BOURGUIGNON Robert, BRANCALEONI
Alain ; GUERIN Jean-Luc, LANGARD Alain, L'HONORÉ Jérémy,
PANICALI Chantal, PAUD Magali, PICCOLO Thierry, PIRET Pascal,
QUILLOT Laurence, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain,
SLIMANE Faïza.

Etaient absentes (excusées) : Sandrine MOITRY, Elise WALTER

Un scrutin a eu lieu Chantal PANICALI a été nommée pour remplir les
fonctions de secrétaire.

ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION 2020-002

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-11, L.153-34
et L.103-2 ;

Vu le schéma de cohérence territoriale nord Meurthe-et-Mosellan
approuvé le 11 juin 2015, modifié le 2 juillet 2019 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 24 novembre 2015

Monsieur le maire expose au conseil municipal que conformément à
l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision
« allégée » lorsque le projet :

- « a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone
agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en
raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des
milieux naturels,
- a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et
de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;
- est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté
atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de
développement durables ».

Dans ce cas, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint
de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées
mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'objet unique de la révision consiste à : classer en zone
loisir une parcelle agricole sans aucune remise en cause du plan
d'aménagement et de développement durables (PADD), Monsieur le
maire propose en conséquence, une révision du PLU.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil
municipal décide :

1. de prescrire la révision du PLU avec pour objectifs :
Transformation de parcelles située en zone agricole en zone de loisirs à la
sortie d'Ugny sur le chemin de Praucourt
2. d'approuver les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs
et le contenu détaillés ci-dessus ;

3. de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :
 - diffusion de l'information aux habitants par publication d'un avis dans le bulletin municipal
 - par ouverture d'un registre pendant 1 mois en vue de recueillir les observations éventuelles du public.
 - Une réunion publique ;
 4. de donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la révision du PLU ;
 5. de solliciter de l'Etat conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la collectivité pour compenser les dépenses nécessaires à la révision allégée du PLU ;
 6. d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU au budget de l'exercice considéré en section d'investissement;
 7. d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.
 8. de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13.
 9. Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :
 - au préfet ;
 - au président du Conseil Régional ;
 - au président du Conseil Départemental ;
 - aux présidents des Chambres de commerce et d'industrie, de métiers et de l'artisanat et d'agriculture ;
 - au président du Syndicat Mixte Intercommunal des Transports de l'Agglomération de Longwy (**SMITRAL**)
 - au président de la **Communauté d'Agglomération de Longwy - CAL** compétente en matière de programme local de l'habitat, dont la commune est membre ;
 - au président de l'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan ;
 - au président de la **Communauté d'Agglomération de Longwy - CAL** dont est membre la commune lorsque cet établissement public de coopération intercommunale n'est pas compétent en matière de plan local d'urbanisme.
 10. Conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- La présente délibération sera transmise au Préfet au titre du contrôle de légalité. La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.
- Le conseil municipal décide que cette révision allégée sera effectuée par l'agence d'urbanisme pour un coût approximatif de 8700 €.

Pour copie conforme,

Le Maire,

R. BOURGUIGNON



Commune d'UGNÉ – délibération 2020-034 Révision allégée du PLU page 2

Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de
Mont-Saint-Martin

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 10
De votants : 10

Objet :
Approbation du
Plan Local
d'Urbanisme
modifié

2.1 Documents d'urbanisme

Le Maire certifie que
le compte rendu de
cette délibération a
été affiché à la porte
de la mairie le 12
mai 2021 et que la
convocation du
conseil municipal
avait été faite le 3
mai 2021

Le Maire,



Commune d'UGNY

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 11 MAI 2021**

2021/015

L'an deux-mille vingt-et-un, le onze mai
A vingt-heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'UGNY,
Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous
la présidence de Monsieur BOURGUIGNON Robert.

Etaient présents : MM BOURGUIGNON Robert, BRANCALEONI Alain,
GUERIN Jean-Luc, L'HONORE Jérémy, MOITRY Sandrine, PANICALI Chantal,
PAUD Magali, PICCOLO Thierry, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain,
Etaient absents (excusés) : QUILLOT Laurence, LANGARD Alain, PIRET Pascal,
SLIMANE Faïza, WALTER Elise.

Un scrutin a eu lieu Chantal PANICALI a été nommée pour remplir les fonctions
de secrétaire.

Le conseil municipal,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 24 novembre 2015 approuvant la
révision du plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 mars 2020 et celle du 30 juin
2020 annulant et remplaçant la délibération précitée approuvant la décision de
modifier le plan local d'urbanisme ;

Vu l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale du Grand-Est du 5
octobre 2020 ;

Vu l'avis de commission de préservation des espaces naturels, agricoles et
forestiers (CDPENAF) du 30 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté municipal n° 9 en date du 5 février 2021 soumettant la modification du
Plan Local d'Urbanisme à l'enquête publique

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que le projet de modification du plan local d'urbanisme mis à la
disposition du public a fait l'objet des modifications suivantes :

Le règlement de la zone Nj est modifié comme suit pour tenir compte des
observations de la DDT54 qui ont été jointes au dossier :

La règle suivante :

Article 2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions
particulières

2.4. Dans le secteur Nj uniquement

Les extensions d'habitation (véranda, pièces d'habitation...) situées en zone UA ou
UB jouxtant la zone Nj dans les conditions des articles 9 ,10 et 11.

Est remplacée par :

Les extensions (véranda, pièces d'habitation...) en zone Nj d'habitations situées en
zone UA ou UB lorsque ces habitations existantes sont contiguës à la zone Nj dans
les conditions des articles 9 ,10 et 11.

**Cette modification est également intégrée à la page 17 du rapport de
présentation.**

Une rectification mineure est également apportée à la page 6 du rapport de
présentation portant sur le nom du canton auquel appartient la commune : le canton
de Longuyon est remplacé par celui de Mont-Saint-Martin (suite à la réforme des
cantons après 2015), ceci pour tenir compte de l'observation du commissaire
enquêteur.

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal
est prêt à être approuvé conformément aux articles L. 153-36, L 153-37, L 153-40,
L 153-41 et L 153-43 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de M. le maire, après en avoir délibéré ;

Décide d'approuver la modification du plan local d'urbanisme tel qu'elle est annexée à la présente ;

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans Le Républicain Lorrain, journal diffusé dans le département.

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-22 d'une publication sur le Géoportail de l'urbanisme.

Dit que, conformément à l'article L. 153-22 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie de UGNY ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires et que dans les locaux de la sous-préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dit que la présente délibération sera exécutoire :

- dès réception par la sous-préfecture ;
- après l'accomplissement des mesures de publicité (la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué et la date de parution du journal dans lequel mention a été faite de l'affichage de la délibération
- après publication de la délibération approuvant la modification du PLU ainsi que celle des documents sur lesquels elles portent sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L. 133-1 selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au sous-préfet.

Pour copie conforme,

Le Maire,

R. BOURGUIGNON



Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de
MONT SAINT MARTIN

Commune d'UGNY

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Du 30 juin 2020

2020-033

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 13
De votants : 13

L'an deux mille vingt, le trente juin

A vingt-heures trente,

Le conseil municipal de la commune d'UGNY,

Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale,
sous la présidence de Monsieur BOURGUIGNON Robert.

Objet :

Modification du PLU

*2.1 Documents
d'urbanisme*

Etaient présents : MM BOURGUIGNON Robert, BRANCALEONI
Alain ; GUERIN Jean-Luc, LANGARD Alain, L'HONORÉ Jérémy,
PANICALI Chantal, PAUD Magali, PICCOLO Thierry, PIRET Pascal,
QUILLOT Laurence, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain,
SLIMANE Faïza.

Etaient absentes (excusées) : Sandrine MOITRY, Elise WALTER

Un scrutin a eu lieu Chantal PANICALI a été nommée pour remplir les
fonctions de secrétaire.

Annule et remplace la délibération 2020-003 du 3 mars 2020

Le Maire certifie que le
compte rendu de cette
délibération a été
affiché à la porte de la
mairie le 2 juillet 2020
et que la convocation
du conseil municipal
avait été faite le 18
juin 2020.

Le Maire,



Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et
simplification des procédures d'élaboration, de modification et de
révision des documents d'urbanisme

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de UGNÉ en date
du 24 novembre 2015 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil
municipal décide :

1. De modifier le PLU sur les points suivants :

- Revoir les règles sur les eaux pluviales dans les zones urbaines UA
et UB et dans la zone à urbaniser 1AU

- Revoir les possibilités de construction en zone naturelle de jardin
(Nj) (extension des constructions à destination d'habitation situés en
zone UA jouxtant la zone Nj, réalisation de piscine) ;

- Revoir les règles sur les couleurs des toitures en zones urbaines
et à urbaniser ;

- Augmenter l'emprise au sol des abris de jardin ~~sur une surface~~
(passer de 20 à 25 m²). ;

- Modifier l'Orientation d'Aménagement et programmation (OAP)
sur la zone UBc « La Volette » (densité et type d'habitat).

2. d'approuver la décision de M. le maire de modifier le plan local
d'urbanisme.

3. de donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou
convention de prestations ou de services concernant la modification du
PLU ;

4 de solliciter de l'Etat conformément à l'article L.132-15 du Code de
l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la collectivité pour compenser
les dépenses nécessaires à la révision alléguée du PLU ;

page 1

5. d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision allégée du PLU au budget de l'exercice considéré en section d'investissement ;

6. de notifier le projet de modification du PLU au Préfet et aux personnes publiques associées avant l'ouverture de l'enquête publique. Le cas échéant les avis seront joints au dossier d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification du PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera approuvé par délibération motivée de l'organe délibérant.

Conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération sera transmise au Préfet au titre du contrôle de légalité. La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Le conseil municipal décide que cette modification sera effectuée par l'agence d'urbanisme pour un coût approximatif de 5916 €.

Pour copie conforme,

Le Maire,

R. BOURGUIGNON



Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de
MONT SAINT MARTIN

Commune d'UGNY

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Du 3 mars 2020

2020-003

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 10
De votants : 10

L'an deux mille vingt, le 3 mars 2020

A vingt-heures trente,

Le conseil municipal de la commune d'UGNY,

Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale,
sous la présidence de Monsieur BOURGUIGNON Robert.

Objet :

Modification du PLU

2.1 Documents
d'urbanisme

Etaient présents : MM BOURGUIGNON Robert, CRISCITELLI Antoine, GUERIN Jean-Luc, LANGARD Alain, PICCOLO Thierry, QUILLLOT Laurence, MOITRY Sandrine, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain, WALTER Elise.

Etaient absents (excusés) : BRANCALEONI Alain, BOUBAGRA Julie, CHERY Laurence, PAUD Magali, SIMIER Stéphanie,

Un scrutin a eu lieu Laurence QUILLLOT a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le Maire certifie que
le compte rendu de
cette délibération a
été affiché à la porte
de la mairie le 4
mars 2020 et que la
convocation du
conseil municipal
avait été faite le 26
février 2020
Le Maire,

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de UGNY .en date du 24 novembre 2015 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1. De modifier le PLU sur les points suivants :

- Obligation sur les zones autres que la zone UA d'infiltrer les eaux pluviales sur la parcelle et obligation sur la zone UA lorsque les conditions le permettent
- Possibilité pour deux maisons situées en zone Ua mais en limite de zone NJ d'avoir une extension sur la zone NJ
- Possibilité dans la zone UB de toitures de couleur ardoise
- Permettre des abris de jardin sur une surface de 25 m2.

2. d'approuver la décision de Mr. le maire de modifier le plan local d'urbanisme.

3. de donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la modification du PLU ;

4 de solliciter de l'Etat conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la collectivité pour compenser les dépenses nécessaires à la révision allégée du PLU ;

5. d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision allégée du PLU au budget de l'exercice considéré en section d'investissement ;



6. de notifier le projet de modification du PLU au Préfet et aux personnes publiques associées avant l'ouverture de l'enquête publique. Le cas échéant les avis seront joints au dossier d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification du PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera approuvé par délibération motivée de l'organe délibérant.

Conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération sera transmise au Préfet au titre du contrôle de légalité. La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Le conseil municipal décide que cette modification sera effectuée par l'agence d'urbanisme pour un coût approximatif de 5 916 €

Pour copie conforme,



Le Maire,
R. BOURGUIGNON

Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de LONGUYON

Commune d'UGNY

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 24 novembre 2015**

2015-074

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 13
De votants : 13

**OBJET :
Approbation du
Plan Local
d'Urbanisme**

2.1 Documents d'urbanisme

Le Maire certifie que
le compte rendu de
cette délibération a
été affiché à la porte
de la mairie le 25
novembre 2015 et
que la convocation
du conseil municipal
avait été faite le 18
novembre 2015.

Le Maire,



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215405374-20151124-2015-074-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2015

Publication : 25/11/2015

Pour l'autorité Compétente"
par délégation



L'an deux-mille quinze, le vingt quatre novembre
A vingt-heures trente,

Le conseil municipal de la commune d'UGNY,

Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la
présidence de Monsieur BOURGUIGNON Robert.

Etaient présents : MM BOURGUIGNON Robert, CHERY Laurence,
CRISCITELLI Antoine, GUERIN Jean-Luc, LANGARD Alain, MOITRY
Sandrine, PAUD Magali, PICCOLO Thierry, QUILLLOT Laurence,
RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain, SIMIER Stéphanie, WALTER
Elise.

Etaient absents (excusés) : BOUBAGRA Julie, BRANCALEONI Alain,

Un scrutin a eu lieu Madame QUILLLOT Laurence a été nommée pour remplir
les fonctions de secrétaire.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-10, R 123-19,
R123-24 et 25,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 Avril 2013 ayant
prescrit la révision du plan d'occupation des sols (POS) valant transformation
en plan local d'urbanisme (PLU),

Vu le débat ayant eu lieu le 6 mai 2014 au sein du conseil municipal sur les
orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement
Durables

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 Février 2015 ayant
arrêté le projet de révision du PLU et tiré le bilan de la concertation publique.

Vu l'arrêté du Maire en date du 12 juin 2015 prescrivant l'enquête publique
pour le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu les avis des services consultés,

Considérant que les observations formulées pendant l'enquête
publique ainsi que les avis des Personnes Publiques Associées
justifient quelques modifications au projet de révision du Plan
Local d'Urbanisme.

Celles-ci sont détaillées dans la réponse de la commune dans le rapport
d'enquête publique et font l'objet d'une synthèse explicative en annexe à cette
délibération.

Au vue des réponses apportées par la commune, figurant dans le rapport du
Commissaire Enquêteur, les modifications finalement apportées au PLU
arrêté concernent :

1/ Le rapport de présentation :

- les paragraphes relatifs aux risques d'inondation et de cavités ont été
complétés et corrigés ;
- la grille d'analyse et de suivi a été complétée ;
- les références au SDAGE, SAGE, SRCE et SCoT ont été mises à jour ;
- les justifications ont été modifiées afin d'assurer une cohérence du
document avec les compléments qui ont été apportés sur les risques.

2/ Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable :

- ajout de précisions sur le partenariat SIAC / Chambre d'Agriculture 54 ;
- retouche du document graphique, notamment en ce qui concerne la
trame des terrains inondables.

3/ Les Orientations d'Aménagement et de Programmation :

- Déplacement du cheminement piéton qui divisait une parcelle agricole sur l'OAP « Pontigny » ;
- Modification du périmètre du secteur UBc (OAP « la Volette »), qui est réduit de 10 mètres pour garantir une implantation optimale et sécurisée des constructions potentielles sur cette dent creuse. La localisation des constructions a été supprimée, seul le principe d'alignement sur les constructions existantes a été maintenu. La densité de 20 à 27 logements à l'hectare est maintenue mais elle implique une diminution du nombre de logements.

4/ Zonage :

- Réduction du secteur Ai,
- Réduction du secteur UBc sur une bande 10 mètres classée en N.

5/ Règlement :

- Modification des règles relatives aux clôtures ;
- Corrections des chapeaux de zones ;
- Modifications liées aux demandes de la Chambre d'Agriculture pour le règlement des zones A et UB,

Considérant que le PLU, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L 123-10 du Code de l'Urbanisme,

Après avoir entendu les explications du Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente,

DIT que conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

DIT que conformément à l'article L 123-10 du Code de l'Urbanisme, le dossier du Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la Mairie de Ugny aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture.

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Pour copie certifiée conforme par le Maire soussigné qui déclare que les formalités d'affichage prescrites par les articles L 121-10 et L 121-17 du Code des Collectivités Territoriales ont été accomplies ;

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la délibération.

Pour extrait certifié conforme, Ugny, le 24 novembre 2015

Le Maire,

R. BOURGUIGNON



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215405374-20151124-2015-074-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2015

Publication : 25/11/2015

Pour l'autorité Compétente"
par délégation

ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION 2015-074

Suite aux avis des personnes publiques associées, la commune a modifié certains éléments par rapport au projet de PLU arrêté.

Ces modifications visent à répondre aux remarques émises par des Personnes Publiques Associées.

Le secteur UBc, concerné par une Orientation d'Aménagement et de Programmation a fait l'objet de modifications :

- recul de la zone urbaine de 10 mètres par rapport au projet arrêté.
- plus grande flexibilité dans les règles d'implantation des constructions potentielles afin d'optimiser l'urbanisation en fonction de la connaissance du risque ;

La réduction de la surface constructible s'est faite avec le maintien de la densité envisagée, mais avec une réduction du nombre de constructions possibles.

La seconde modification réside dans la réduction du secteur Ai suite à la demande faite dans ce sens par la Chambre d'Agriculture.

Globalement, les modifications apportées au projet de PLU arrêté visent à mieux répondre au risque d'inondation lié au ruisseau du Royat et à son bassin versant, d'une part pour répondre aux attentes des services de l'État et d'autre part pour mieux garantir la sécurité des biens et des personnes.

La commune a pour cela complété le rapport de présentation, d'abord en précisant le diagnostic de l'étude menée par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers (SIAC).

Celle-ci précise que les constructions existantes n'ont jamais été impactées par les crues et que les constructions potentielles sur le secteur UBc seront plus éloignées du ruisseau que les constructions existantes.

La zone constructible a été réduite de 10 mètres et porte donc le recul minimal à 60 mètres du lit mineur du cours d'eau.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation du secteur complètent la prise en compte du risque notamment en matière de dispositions techniques (pas de sous-sol) et d'implantation des futures constructions potentielles (il n'y a actuellement aucun projet de construction sur ce secteur).

D'une manière générale, la constructibilité du secteur intègre bien la connaissance du risque tel qu'il a été analysé dans l'étude du SIAC, y compris au niveau de la crue centennale.

Par ailleurs, la commune s'est engagée dans une démarche d'aménagement du bassin versant du Royat, dans le cadre d'un partenariat SIAC / Chambre d'Agriculture 54 qui est en cours et dont la portée permettra véritablement d'agir contre le risque d'inondation sur le secteur. **C'est bien là le sens de l'orientation et de l'engagement communal précisé dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables « d'agir contre le risque d'inondation » qui ont été traduites réglementairement dans le PLU.**

Concernant le rapport du commissaire enquêteur et de la requête formulée par M. HANUS et relayée par le rapport de synthèse de l'enquête publique, à savoir la demande de classement en UB (constructible) d'un terrain classé en Nj (Naturel jardin) dans le projet de PLU arrêté :

La commune fait le choix de rester sur sa position et de maintenir le classement en Nj. Bien que le POS en vigueur autorise la constructibilité de ce bout de parcelle situé en extrémité d'un chemin, la commune, à travers les réflexions qu'elle a menées dans le cadre du PLU, s'est efforcée de limiter son étalement urbain au-delà des zones bâties existantes (à l'exception de la zone 1AU). La situation de cette parcelle rentre bien dans cette logique, au même titre que les choix qui ont été pris sur d'autres secteurs comparables (La Dominette, La Grande Crouée).

Par ailleurs la commune considère qu'une extension sur ce secteur induirait un étirement des réseaux et des difficultés d'accessibilité autour d'un chemin difficilement carrossable, au même titre que les secteurs précédemment évoqués et dont la situation est comparable. **Le maintien en zone constructible de la parcelle imposerait à la commune la prise en compte à sa charge de l'extension des réseaux (assainissement, voirie, eau,...), ce qui n'est pas acceptable.**

Enfin ce terrain est exposé à des risques d'inondation, comme la commune l'a précisé dans le rapport du commissaire enquêteur, différents aménagements ont été réalisés pour protéger l'habitation existante. En classant une partie du terrain en Nj (naturel), la commune souhaite contribuer à protéger la construction existante et de ne pas exposer de nouveaux habitants sur ce secteur.

Le maintien en zone urbaine de cette parcelle impliquerait une différence de traitement vis-à-vis d'autres terrains qui sont dans une situation équivalente.

Ce classement répond enfin à la volonté communale affichée dans le PADD de protéger les zones de transitions existantes (vergers, jardins...) entre les zones urbaines et les zones agricoles ou naturelles.

2015-074 - Approbation du Plan Local d'Urbanisme - 3 - Annexe

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215405374-20151124-2015-074-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2015

Publication : 25/11/2015

Pour l'autorité Compétente"
par délégation



Département de
Meurthe-et-Moselle

Arrondissement de
BRIEY
Canton de LONGUYON

Nombre de conseillers
en exercice : 15
De présents : 13
De votants : 13

OBJET :
**Droit de
préemption urbain**

*2.3.1 Institution et exercice
du droit de préemption
urbain*

Le Maire certifie que
le compte rendu de
cette délibération a
été affiché à la porte
de la mairie le 25
novembre 2015 et
que la convocation
du conseil municipal
avait été faite le 18
novembre 2015.

Le Maire,

Commune d'UGNY
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 24 novembre 2015

2015-075

L'an deux-mille quinze, le vingt quatre novembre
A vingt-heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'UGNY,
Etant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence
de Monsieur BOURGUIGNON Robert.

Etaient présents : MM BOURGUIGNON Robert, CHERY Laurence, CRISCITELLI
Antoine, GUERIN Jean-Luc, LANGARD Alain, MOITRY Sandrine, PAUD Magali,
PICCOLO Thierry, QUILLLOT Laurence, RAVASIO Jean-Louis, SCHMITZ Alain,
SIMIER Stéphanie, WALTER Elise.

Etaient absents (excusés) : BOUBAGRA Julie, BRANCALEONI Alain,
Un scrutin a eu lieu Madame QUILLLOT Laurence a été nommée pour remplir les
fonctions de secrétaire.

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'en application de l'article L211-1 du
code de l'urbanisme, les communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé,
peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption sur tout ou partie des zones
urbaines et des zones d'urbanisation future (zone U et AU) délimitée par ce plan.

Pour rappel, ce droit de préemption permet à la collectivité d'acquérir à l'occasion de leur
mise en vente par leur propriétaire certains biens en vue de la réalisation de différentes
actions ou opérations.

Ainsi, il apparaît utile d'instituer ce droit de préemption sur l'ensemble des zones urbaines
(U) et A Urbaniser (AU) du territoire communal afin de faciliter la mise en œuvre :

- Du projet urbain
- D'une politique locale de l'habitat
- De l'organisation du maintien, de l'extension ou l'accueil des activités économiques
- du développement des loisirs et des activités liées au tourisme
- de la réalisation d'équipements collectifs
- d'actions de lutte contre l'insalubrité et l'organisation du renouvellement urbain
- de la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et les espaces
naturels
- de la constitution de réserves foncières pour des actions ou opérations
d'aménagement.

Le conseil municipal,

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L211-1 ;

Vu la délibération en date du 4 avril 2013 prescrivant la révision du PLU ;

Vu l'arrêté en date du 12 juin 2015 mettant le projet de PLU à l'enquête publique ;

Vu la délibération en date du 24 novembre 2015 approuvant l'élaboration du PLU.

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité des membres présents d'instituer un droit de préemption urbain
sur l'ensemble des zones qui correspondent aux zones U et AU telles que dessinées sur le
plan annexé à la présente,

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour exercer en tant que de besoin, le droit de
préemption conformément à l'article L2122-22 du code général des collectivités
territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 du même code sont
applicables en la matière.

DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 211-2 du Code
de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans deux
journaux habilités à publier les annonces légales, diffusés dans le département,

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise à Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur départemental des services fiscaux, Monsieur le Président du
Conseil supérieur du Notariat, Monsieur le Président de la Chambre départementale des
Notaires, Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Briey, Monsieur le Greffier du tribunal de
Grande Instance de Briey.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de
préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la
disposition du public conformément à l'article L213-13 du Code de l'urbanisme.

Pour copie conforme
R. BOURGUIGNON, Maire d'UGNY



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215405374-20151124-2015-075-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2015

Publication : 25/11/2015

Pour l'autorité Compétente"
par délégation

